



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

**La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 11 février 2026

**Arrêté n°PAIC-2026-0010**

**Portant prescriptions complémentaires relatives aux installations exploitées par la société  
DECHAMBOUX SA, dans son établissement situé 300 avenue Jean Morin, ZI de Dragiez, 74 800 la  
Roche-sur-Foron – SIRET 41947177600015**

AIOT : 0006104671

VU la directive 2010/75/EU du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2010, dite directive « IED », relative aux émissions industrielles,

VU la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46,

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,

VU le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive IED précitée,

VU le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées, ajoutant des rubriques spécifiques au champ d'application de la directive IED précitée,

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets



apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie,

VU le décret du 24 juillet 2025 portant nomination de M. Carl ACCETONE, administrateur de l'État, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU le dossier de demande d'autorisation déposé par la société DECHAMBOUX le 4 janvier 2019, relatif à son établissement situé 300, avenue Jean Morin, ZI de Dragiez, 74 800 La Roche-sur-Foron, incluant une étude d'impact et soumis à enquête publique,

VU l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0028 du 11 mars 2020 autorisant la société DECHAMBOUX à exploiter un établissement de regroupement, transit et traitement de déchets ainsi que de stockage de produits chimiques et pétroliers sur la commune de La Roche-sur-Foron,

VU la demande d'examen au cas par cas déposée le 22 août 2024 par la société DECHAMBOUX portant sur le projet d'exploiter dans son établissement implanté au 300, avenue Jean Morin, ZI de Dragiez, sur la commune de La Roche-sur-Foron d'une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles et d'une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation,

VU l'arrêté préfectoral PAIC-2024-0072 du 17 septembre 2024 portant décision de Monsieur le Préfet, agissant en qualité d'Autorité environnementale, de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet objet de la demande d'examen au cas par cas déposée le 22 août 2024,

VU le dossier de « porter à connaissance », daté de septembre 2025 et transmis par courrier du 30 octobre 2025, relatif à l'exploitation par la société DECHAMBOUX SA, dans son établissement de La Roche-sur-Foron d'une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles et d'une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 5 février 2026,

VU la lettre de Madame la Préfète de la Haute-Savoie du 6 février 2026, engageant la procédure contradictoire concernant les modifications des conditions d'exploitation sollicitées par la société DECHAMBOUX et précisées dans son dossier précité de « Porter à Connaissance » transmis le 30 octobre 2025,

VU la réponse du 6 février 2026 de la société DECHAMBOUX au courrier du 6 février 2026 de Madame la Préfète de la Haute-Savoie dans le cadre de la procédure contradictoire,

CONSIDÉRANT que l'exploitation des installations objet du porter à connaissance transmis par courrier du daté du 30 octobre 2025, ne répond pas aux critères des points I-1 à I-3 ni au critère du point III de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'à ce titre, elle ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le respect des dispositions du porter à connaissance précité et des prescriptions du présent arrêté, dans le cadre l'exploitation de l'unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles et de l'unité de dépollution des huiles claires usagées au sein de l'établissement situé

300, avenue Jean Morin, ZI de Dragiez, 74 800 La Roche-sur-Foron, permettra de limiter les impacts et les dangers des installations sur l'environnement à un niveau acceptable et de garantir pour les activités visées par les rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées, la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Dispositions administratives**

La société DECHAMBOUX SA, ci après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 300, avenue Jean Morin, ZI de Dragiez 74 800 la Roche-sur-Foron est autorisée à exploiter, dans l'établissement qu'elle exploite à la même adresse :

- une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles,
- une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation,

dans les conditions décrites dans le dossier de porter à connaissance précité, daté de septembre 2025 et transmis par courrier du 30 octobre 2025.

Les dispositions des arrêtés ministériels :

- du 17 septembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,
- du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

sont applicables. Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2020-0028 du 11 mars 2020, modifié par le présent arrêté, se substituent à celles des arrêtés ministériels précités qui seraient moins protectrices des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

L'article 4 de l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0028 du 11 mars 2025 est abrogé.

### **Article 2 – Modifications de prescriptions de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020**

2.1 – Le tableau des rubriques de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 est remplacé par le tableau suivant : «

Désignation des installations	Rubriques	Volumes des activités	régimes
<p>Regroupement, transit de déchets industriels dangereux comprenant principalement des déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets de liquides inflammables non-chlorés,</li> <li>déchets de solvants chlorés,</li> <li>boues chlorées et non-chlorées,</li> <li>bains usés et rinçages de traitement de surface contenant notamment du nitrate de nickel, du sulfate de nickel, du cyanure de potassium, du bichromate de potassium,</li> <li>acides, bases,</li> <li>produits de laboratoires,</li> <li>aérosols,</li> <li>piles, batteries, néons, lampes,</li> <li>résines et charbons actifs souillés,</li> <li>équipements électriques et électroniques</li> <li>chiffons, matériaux, emballages souillés,</li> <li>huiles entières,</li> <li>mélanges eaux-huiles non-chlorées,</li> <li>déchets aqueux non-chlorés.</li> </ul>	2718.1	Quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site : 559 tonnes.	A
Traitement de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement.	2790	Quantité maximale de déchets dangereux traités dans l'installation : 80 t/jour	A
Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières ou de déchets dangereux, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m <sup>3</sup> par jour.	2795.2	Quantité maximale d'eau mise en œuvre : 3 m <sup>3</sup> /jour	DC
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, par mélange, reconditionnement, décantation naturelle, traitement de déchets aqueux par évapo-concentration, régénération d'huiles.	3510	Quantité maximale de déchets dangereux traités dans l'installation : 80 t/jour	A
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	3550	Quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site : 559 tonnes	A
Dépôt de gazole et de fioul domestique.	4734.2	Quantité maximale dans l'installation : 20 m <sup>3</sup>	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 composés de liquides et solvants neufs destinés à l'industrie.	4331	Quantité maximale dans l'installation : 36 tonnes	NC

A : autorisation, DC : déclaration avec contrôle périodique, NC : non classé »

**2.2** – Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« 1.2 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

*L'établissement d'une surface de 10 900 m<sup>2</sup> dispose des principaux équipements suivants :*

- *un bâtiment partagé entre :*
  - *des locaux de bureaux,*
  - *un entrepôt de stockage et produits neufs et de déchets conditionnés,*
  - *une aire de lavage d'emballages souillés et de citernes,*
  - *une fosse accueillant des bennes de déchets de chiffons, matériaux et emballages souillés,*
  - *une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles,*
  - *une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation,*
- *un parc aérien de cuves de déchets liquides et d'huiles,*
- *une plateforme couverte destinée au stockage de déchets conditionnés,*
- *des armoires de stockage destinées au stockage de déchets liquides conditionnés,*
- *une installation de compactage d'emballages métalliques,*
- *un poste de chargement en dôme des citernes comprenant trois pistes.*

*Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande d'autorisation et de modification des conditions d'exploitation précités, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.*

*Toute modification envisagée par l'exploitant des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers précités, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. En particulier, sans préjudice des dispositions de l'article 1.9, l'étude d'impact et l'étude de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui peut demander, aux frais de l'exploitant, une analyse critique d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières, par un organisme extérieur dont le choix est soumis à son approbation. »*

**2.3** – Les dispositions de l'article 2.4.4.3 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« 2.4.4.3 – Effluents de procédés**

*Les effluents de procédés de l'établissement proviennent exclusivement de l'unité de traitement par évapo-concentration des eaux usées industrielles et leur débit est inférieur ou égale à 24 m<sup>3</sup> par jour. Ils sont rejetés par bâchées au réseau d'assainissement et font l'objet d'une convention de déversement avec la Communauté de Commune du Pays Rochois. »*

**2.4** – Les dispositions de l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« 2.4.5 – Qualité des effluents**

**2.4.5.1 – État général des effluents**

*Les effluents visés aux articles 2.4.4.3 et 2.4.4.4 sont exempts de :*

- *matières flottantes,*



- produits susceptibles de dégager dans les égouts ou le milieu naturel, directement ou non, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières susceptibles de se déposer ou de précipiter et, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- tous produits susceptibles de provoquer une coloration notable du milieu récepteur et de comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

#### 2.4.5.2 – limites de rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales visées à l'article 2.4.4.4 doivent respecter les limites suivantes :

Paramètres	Limites de rejet
pH	entre 5,5 et 8,5
Total des solides en suspension	35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX	1 mg/l
Indice phénol	0,3 mg/l

#### 2.4.5.3 – Limites de rejets des effluents de procédés

Les effluents de procédé visés à l'article 2.4.4.3 doivent respecter les limites suivantes :

- $5,5 < \text{pH} < 8,5$
- température  $< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$

Paramètres	Limite de concentrations	Limite de flux journalier
DCO	4 100 mg/l	98,4 kg
DBO <sub>5</sub>	1 600 mg/l	38,4 kg
MES	300 mg/l	7,2 kg
Azote total	300 mg/l	7,2 kg
Phosphore total	10,3 mg/l	0,25 kg
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,12 kg
Indice phénols	0,3 mg/l	7,2 g
Composés organiques halogénés adsorbables (AOX)	1 mg/l	24 g
Cadmium	25 µg/l	0,6 g
Chrome total	0,1 mg/l	2,4 g
Chrome hexavalent	0,05 mg/l	1,2 g
Cuivre	0,25 mg/l	6 g
Plomb	0,1 mg/l	2,4 g

Nickel	0,2 mg/l	4,8 g
Zinc	2 mg/l	48 g
Manganèse	1 mg/l	24 g
Xylène	0,05 mg/l	1,2 g
Toluène	0,074 mg/l	1,78 g
Ethylbenzène	0,05 mg/l	1,2 g
Benzène	0,05 mg/l	1,2 g
Dichlorométhane	0,05 mg/l	1,2 g
Perchloroéthylènes	0,025 mg/l	0,6 g
Trichloréthylène	0,025 mg/l	0,6 g

*Dans le cas où la convention de rejet signée avec la Communauté de Commune du Pays Rochois, prescrite à l'article 2.4.4.3, fixerait des limites de rejets inférieures à celles mentionnées dans le tableau ci-dessus, les limites fixées par la convention se substitueraient à celles prescrites par le présent article. »*

**2.5** – Les dispositions de l'article 2.4.7 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« 2.4.7 – Dispositifs de prélèvement**

*Les ouvrages de rejets des effluents visés aux articles 2.4.4.2, 2.4.4.3 et 2.4.4.4, sont équipées de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions de prélèvements en vue du contrôle des effluents rejetés. L'exploitant est tenu de permettre l'accès à ces ouvrages, à tout moment, à l'inspection des installations classées, au service chargé de la police de l'eau ainsi qu'à la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement. »*

**2.6** – Les dispositions de l'article 2.4.8 de l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« 2.4.8 – Surveillance des rejets liquides**

**2.4.8.1 – Surveillance des eaux pluviaux**

*Les eaux pluviales visées à l'article 2.4.4.4 font l'objet d'analyses trimestrielles portant sur les paramètres suivants : pH, solides en suspension, DCO, zinc, cyanures libres, hydrocarbures totaux, BTEX, indice phénol, AOX, trichloréthylène, perchloréthylène, dichlorométhane. La surveillance du zinc pourra être abandonnée sur la base d'une étude démontrant que les activités de l'établissement ne sont à l'origine d'aucun rejet de ce métal et après accord de l'inspection des installations classées.*

*Les prélèvements destinés aux analyses sont réalisés immédiatement après le dispositif de traitement et avant le rejet au réseau public. Ils sont constitués soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.*

**2.4.8.2 – Surveillance des effluents de procédés**

*Avant le rejet de chaque bâchée, la conformité des paramètres suivant avec les dispositions des articles 2.4.4.3 et 2.4.5.3 sont déterminés : volume, température, pH, DCO et MES. En cas de non-conformité, la bâchée subira un nouveau traitement ou sera traitée en tant que déchet liquide.*

Les effluents de procédés visés à l'article 2.4.4.3 font l'objet d'analyses par un laboratoire extérieur :

- portant sur le pH, l'azote total, le phosphore total et l'indice phénol à une fréquence mensuelle,
- portant sur les autres paramètres visés à l'article 2.4.5.3 à une fréquence trimestrielle.

Les prélèvements destinés aux analyses sont réalisés de façon à être représentatifs d'une bâchée et avant tout mélange avec d'autres effluents.

#### 2.4.8.3 – Dispositions communes

Les résultats des analyses trimestrielles des effluents liquides sont transmis à l'inspection des installations classées dès qu'ils sont en possession de l'exploitant et au plus tard huit semaines après chaque prélèvement.

Les résultats des analyses réalisées le mois N sur chaque bâchée d'effluents de procédé sont transmis à une fréquence mensuelle, avant le 7 du mois N+1.

2.7 – L'article 3.5.2 suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 :

#### « 3.5.2 – Traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles

Le traitement par évapo-concentration pourra être appliqué aux eaux industrielles suivantes :

- les eaux de lessives issus de procédés de dégraissage,
- les eaux pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures,
- les huiles d'usinage solubles,
- les eaux de lavage des sols.

Le traitement d'autres types d'eaux industrielles dans le système d'évapo-concentration devra faire l'objet d'une procédure démontrant que le traitement est adapté et en particulier qu'il ne conduit à aucun dépassement des limites du présent arrêté et qu'il respecte l'ensemble des hypothèses et éléments techniques du dossier transmis le 30 octobre 2025. Cette procédure fera l'objet d'une traçabilité tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause les eaux industrielles contenant des cyanures, de l'arsenic, du mercure, des BTEX, des composés organiques halogénés, du triméthylbenzène, du méthanal, des PFAS ne seront pas traitées dans l'installation.

L'installation de production d'ozone sera éloignée de tout stockage de produits susceptible de produire par réaction des composés instables. Elle sera dotée de moyens permettant de détecter toute fuite et les locaux où elle est implantée seront équipés de détecteurs d'ozone. La gestion de l'environnement immédiat et la surveillance de l'installation fera l'objet de procédures destinées à prévenir toute émissions d'ozone et tout risque accidentel. Le personnel concerné sera formé à son exploitation et aux mesures préventives à prendre en cas de dysfonctionnement ou de fuite.

Les filtres de charbons actifs utilisés seront constitués de conditionnements (bonbonnes, cartouches...) dont l'utilisation exclut toute perte d'intégrité de l'enveloppe et dissémination de leur contenu. Les opérations de manipulation de ces filtres, notamment lors de leur remplacement, feront l'objet d'une procédure et d'actions de formation du personnel concerné afin d'éviter la mise en suspension de produit pulvérulent dans l'air et de surveiller d'éventuels phénomènes d'auto-échauffement. »

2.8 – L'article 3.5.3 suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral PAIC 2020-0028 du 11 mars 2020 :

#### « 3.5.3 – unité de traitement des huiles claires usagées

L'unité de traitement des huiles claires usagées ne génère aucun rejet liquide. En particulier, les eaux issues du traitement des huiles sont traitées comme déchets liquides.



*L'exploitation de l'unité de traitement des huiles claires usagées fera l'objet d'action de formation du personnel concerné ainsi que de procédures visant à éviter tout incident ou accident et en particulier les erreurs de manipulation des réservoirs d'huiles ainsi que d'éventuels phénomènes d'échauffement. »*

### **Article 3 – Campagne d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans les effluents liquides**

L'exploitant réalisera, sur trois mois consécutifs, trois campagnes d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans l'effluent liquide de l'évapo-concentrateur de déchets aqueux, dans un délai de 6 mois après la mise en service de cet équipement.

Ces campagnes seront réalisées selon les dispositions fixées au I de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et porteront sur :

- L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF),
- les 28 substances PFAS listées dans les deux tableaux de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité.

Les résultats de chaque campagne seront transmis par voie électronique, au plus tard le dernier jour du mois suivant ladite campagne

### **Article 4 – Campagne de mesures des émissions sonores**

Dans les trois mois qui suivront la mise en service du procédé de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles, l'exploitant réalisera une campagne de mesure des niveaux acoustiques dans les conditions définies par l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0028 du 11 mars 2020. Les résultats de cette campagne de mesure sera transmise à l'inspection des installations classées dans les huit semaines suivant la campagne de mesures.

### **Article 5 – Notification et recours**

Le présent arrêté sera notifié à la société DECHAMBOUX SA.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés au 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>.

#### **Article 6 : Publicité**


Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de La Roche-sur-Foron et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché à la mairie pendant un mois par les soins du maire. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Savoie.

#### **Article 7 : Application**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée à monsieur le maire de La Roche-sur-Foron.

Pour La Préfète,  
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Carl ACCETTONE